

Rozen Minna,
A History of the Jewish Community in Istanbul. The Formative Years, 1453-1566

Brill, Leyde-Boston, 2002. 414 p.

Mme Minna Rozen nous livre une importante synthèse sur la communauté juive d'Istanbul entre la conquête de la ville et la mort de Soliman le Magnifique, moment où elle situe approximativement le sommet de la prospérité de la communauté. Elle s'attache à évaluer l'impact de la conquête de la ville sur les juifs romaniotes et en particulier des importantes déportations (*sürgün*) qui ont amené dans la capitale les différentes communautés de l'Empire : leur statut juridique et la réalité quotidienne de son application ; l'organisation de la communauté ; les activités artisanales et marchandes des juifs stambouliotes et leur intégration à l'économie ottomane ; leur culture. Les conséquences de l'arrivée des juifs ibériques sont évidemment un élément important de la réflexion de Mme Rozen, qui décrit la lutte d'influence qui les oppose à leurs coreligionnaires romaniotes et la lente assimilation qui se fait, au bénéfice des premiers, mais sans pour autant que les seconds perdent toutes leurs particularités. Du reste, elle conclut (p. 86) que si un certain nombre de questions ne pouvaient trouver de solution que par une gestion « supracongrégationnelle », cependant « the power of the individual congregations was the main factor in shaping the Jewish community in Istanbul ».

Un chapitre très consistant (p. 99-195) est consacré à la famille et, plus particulièrement, aux règles juridiques du mariage et à l'éducation. Un point très important, selon elle, est le traumatisme subi par les immigrés hispaniques dont l'histoire tragique avait provoqué un éparpillement des familles, une rupture des liens avec ceux qui s'étaient convertis ou, tout simplement, étaient demeurés en Europe, et un sentiment de culpabilité : la nation était perpétuellement au bord de la faillite démographique. Ce qui, autant que la considérable mortalité infantile à Istanbul, expliquerait la forte natalité caractérisant les juifs stambouliotes, ainsi que l'abaissement de l'âge du mariage, considéré comme l'outil de la perpétuation du peuple juif.

Mme Rozen est une spécialiste reconnue en histoire ottomane. Aussi ne manque-t-elle jamais de replacer les juifs qui constituent le sujet de son livre dans le contexte de la société d'accueil, rappelant par exemple que le *sürgün* n'était en aucune façon un sort réservé aux juifs, ou que le droit de propriété s'appliquait de la même manière à tous les sujets du sultan. Néanmoins on peut regretter que le caractère très ethnocentré de son ouvrage l'amène à ne faire que de trop rapides allusions à la société et au droit ottomans, ce qui pourrait donner à croire à un lecteur non spécialiste que l'imposition forfaitaire (*maktū*) allait de soi (p. 82), ou que le *kānūn* était une « interprétation » de la *ṣeri'at* (p. 222). De même, c'est une généralisation un peu abusive de comparer (au XVI^e siècle) un Occident dont

les « économies nationales... encouragent l'expansion des industries et des marchés », aux Ottomans « privilégiant l'accumulation du butin et des taxes » et « donnant la priorité à l'agriculture au détriment de l'industrie et du commerce » (p. 225).

Là réside sans doute le principal défaut d'un ouvrage d'ailleurs important et très bien informé. Mme Rozen, dont la principale source est constituée par les *responsa* dont elle a eu l'heureuse initiative de publier un certain nombre de traductions en annexe (p. 310-373), nous propose une histoire des juifs d'Istanbul vue de l'intérieur, ce qui est parfaitement légitime et fort intéressant. On reste néanmoins un peu sur sa faim, dans la mesure où l'on aimerait en savoir plus sur une société et une culture ottomanes juives (et non pas des juifs chez les Ottomans). Mme Rozen n'ignore pas la question, mais la traite brièvement dans un dernier chapitre (« Relations with Ottoman Society », p. 278-288) et, de façon générale, s'interroge plutôt sur une influence ottomane, qu'elle estime assez limitée : « A century after the conquest of Constantinople, the Jews still regarded Ottoman mores as an alien culture » (p. 288). C'est sans doute largement exact, et le fait que nombre de juifs semblent n'avoir jamais parlé le turc peut être considéré comme un argument en faveur de cette thèse. Mais ne pourrait-on pas en dire autant des Grecs ? Faut-il donc considérer le mot « ottoman » comme un synonyme de « Turc musulman » ? Il me semble en tout cas que l'ouvrage aurait été notablement enrichi par un recours plus systématique aux archives ottomanes, qui sont surtout citées de seconde main (ce qui peut entraîner des inexactitudes ⁽¹⁾) ou à travers le classique recueil de documents d'Ahmet Refik. Peut-être cela aurait-il permis d'en savoir plus sur l'attitude pratique à l'égard des juifs des autorités et de la population d'Istanbul. En tout cas, il est vraisemblable que des sondages dans les registres de cadi auraient fourni des indications instructives sur le degré d'intégration des juifs stambouliotes ⁽²⁾ : on peut penser que, devant un cadi, ils tenaient un autre discours que devant un rabbin, sans compter que le fait de se présenter devant un cadi était significatif par soi-même.

Cela dit, il s'agit là de regrets et non de critiques : Mme Rozen a accompli la tâche qu'elle s'était fixée et fournit aux ottomanistes une vue de l'intérieur de la communauté juive tout à fait précieuse.

Nicolas Vatin
 Ehess - Paris

(1) Cf. le compte rendu du livre de Minna Rozen par Stéphane Yerasimos dans *Turcica*, XXXV.

(2) Certes, on ne dispose pas de registre de cadi d'Istanbul du XVI^e siècle, mais on en a pour les banlieues de la capitale.